

PLAN GENERAL DE COORDINATION



OPERATION :

Installation de modules photovoltaïques en autoconsommation
89 RUE DES ETRANGERS 33000 BORDEAUX

MAITRE D'OUVRAGE :

GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX
152 Quai de Bacalan 33000 BORDEAUX

Coordonnateur SPS en Phase de Conception :

Nom : CAZADE
Mail : contact@j2c-coordination.fr

Coordonnateur SPS en Phase de Réalisation :

Nom : CAZADE
Mail : contact@j2c-coordination.fr

J2Coordination

11 Avenue Georges Clémenceau
33140

Villenave d'Ornon

Mail : contact@j2c-coordination.fr

Tel. : +33 6 20 62 24 41

Catégorie de l'Opération : Niveau 3

REVISION

N° D'Indice	Date	Origine et Objets des Observations	N° Pages	Rédacteur
0	27/06/2025	Ouverture du PGC	26	J2C
1	03/07/2025	Mise à jour	24	J2C

C.SPS Désigné en Phase :

APS	APD	PRO	DCE	PREPARATION	CHANTIER
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Informations Administratives :

- Pour le bien de sa mission le C.SPS se réserve le droit de prendre des photos sur le chantier, et ce afin d'étayer ses propos dans ses différents rapports.
- Les images présentes dans ce document sont utilisées à titre d'illustrations, et ne sont aucunement contractuelles.
- Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS, en collaboration avec ce-dernier. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

SOMMAIRE

I.	Renseignements Généraux Sur L'opération	6
I - 1.	Présentation Sommaire Du Projet.....	6
I - 2.	Contraintes liées au milieu	6
I - 3.	Planning Prévisionnel & Phasage des Travaux.....	6
I - 4.	Catégorie De L'opération	6
I - 5.	Autorité Et Moyens Donnés Au CSPS Par Le Maître d'Ouvrage	6
I - 6.	Intervenants & Tiers Concernes.....	7
I - 7.	Mode De Consultation Des Entreprises & Allotissements	9
II.	Mesures D'organisation Générale Du Chantier	10
II - 1.	Organisation De Chantier-Répartition Des Prestations Entre Les Entreprises.....	10
II - 2.	Plan D'installation De Chantier.....	10
II - 3.	Dispositions Prises Pour Que Seules Les Personnes Autorisées Aient Accès Au Chantier	11
III.	Mesures De Coordination S.P.S.	11
III - 1.	Introduction	11
III - 2.	Cantonnements	11
III - 3.	Eau Potable Du Chantier	11
III - 4.	Clôtures De Chantier	12
III - 5.	Échafaudages.....	12
III - 6.	Identification des entreprises & Affichage réglementaire	12
III - 7.	Accès Chantier	13
III - 8.	Électricité de Chantier	13
III - 9.	Circulations	14
III - 10.	Moyens De Levage Et Manutention.....	14
III - 11.	Zones De Stockage.....	14
III - 12.	Protections Collectives Provisoires.....	14
III - 13.	Contraintes Liées À L'environnement.....	16
IV.	Les Sujétions de coactivité sur le site et à proximité	16
IV - 1.	Accueil Sur Site Et Formation	16
IV - 2.	Interactions Sur Site.....	17
IV - 3.	Enchaînement Des Tâches	17
IV - 4.	Travaux Superposés.....	17
IV - 5.	Coactivité Simultanées et Successives	17

IV - 6.	Protection Contre L'incendie	18
IV - 7.	Mise En Œuvre De Produits Dangereux - Gaz D'échappement	18
V.	Maintien en Ordre du Chantier	19
V - 1.	Entretien Des Accès Et Clôtures	19
V - 2.	Nettoyage Du Chantier	19
V - 3.	Nettoyage Des Cantonnements	19
VI.	Organisation Des Secours	20
VI - 1.	Procédures - Accès.....	20
VII.	Coopération Entre Les Entreprises Et Les Intervenants	21
VII - 1.	Conditions De Coopération Entre Les Intervenants	21
VII - 2.	Non-Respect Des Dispositions Du Code Du Travail	22
VII - 3.	Visite et courrier des Organismes Officiels de Prévention	22
VII - 4.	Mise À Disposition D'engin De Levage & Prêt de matériel.....	22
VII - 5.	Désignation D'un Délégué À La Sécurité Dans Chaque Entreprise	22
VII - 6.	Transmission De Documents Et D'observations	23
VII - 7.	Le Registre Journal Et Le Dossier De Sécurité Chantier	23
VII - 8.	Documents A Transmettre Par Les Entreprises Pour La Constitution Du Dossier D'interventions Ultérieures Sur L'ouvrage (D.I.U.O.)	23

PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Ce document est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Éviter les risques, c'est supprimer le danger ou l'exposition au danger.
2. Évaluer les risques, c'est apprécier l'exposition au danger et l'importance du risque afin de prioriser les actions de prévention à mener.
3. Combattre les risques à la source, c'est intégrer la prévention le plus en amont possible, notamment dès la conception des lieux de travail, des équipements ou des modes opératoires.
4. Adapter le travail au collaborateur, en tenant compte des différences interindividuelles, dans le but de réduire les effets du travail sur la santé.
5. Tenir compte de l'évolution de la technique, c'est adapter la prévention aux évolutions techniques et organisationnelles.
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui l'est moins, c'est éviter l'utilisation de procédés ou de produits dangereux lorsqu'un même résultat peut être obtenu avec une méthode présentant des dangers moindres.
7. Planifier la prévention en intégrant technique, organisation et conditions de travail, relations sociales et environnement.
8. Donner la priorité aux mesures de protection collective et n'utiliser les équipements de protection individuelle qu'en complément des protections collectives si elles se révèlent insuffisantes.
9. Donner les instructions appropriées aux collaborateurs, c'est les former et les informer afin qu'ils connaissent les risques et les mesures de prévention.

RAPPEL :

Toute personnes intervenant dans l'emprise du chantier sera formé et habilité aux tâches effectuées. De plus, tout matériel et engin utilisé dans l'emprise du chantier sera conforme à la réglementation en vigueur et vérifié suivant les normes en vigueur.

I. Renseignements Généraux Sur L'opération

I - 1. Présentation Sommaire Du Projet

Marché concerne l'installation d'un générateur solaire photovoltaïque en autoconsommation individuelle avec injection de surplus sur la toiture du Hangar 37 situé au 89 rue des Etrangers à Bordeaux.

I - 2. Contraintes liées au milieu

- I - 2 - a. Zones hors emprises du chantier pouvant être utilisée &/ou locaux mis à dispositions par la MOA

Zone stockage pouvant être mis à disposition par la MOA devant le local non utilisé du H37

- I - 2 - b. Chantier et activités d'exploitation à proximité

Zone portuaire en activité + Hangar en activité.

I - 3. Planning Prévisionnel & Phasage des Travaux

Durée des travaux	03 mois
Début prévisible des travaux	2nd Semestre 2025
Nombre d'entreprises prévisibles	2
Effectif moyen prévisible	4 personnes

I - 4. Catégorie De L'opération

L'opération a été classée par le Maître d'Ouvrage en 3^{ème} catégorie.

I - 5. Autorité Et Moyens Donnés Au CSPS Par Le Maître d'Ouvrage

Le CSPS signalera au MOA et au MOE la présence sur site de toute entreprise dont l'agrément n'aura pas été porté à sa connaissance.

Le MOA donnera accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS (et tout sachant) aura autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent. Le CSPS n'a pas autorité pour arrêter seul le chantier : s'il le juge nécessaire, il adressera cette demande, par mail, au MOA et MOE.




Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

I - 6. Intervenants & Tiers Concernes

I - 6 - a. Maitrise D'œuvre & Entreprises

Fonction	Nom & Adresse	Personne A Contacter	Téléphone & Mail
Maitre d'Ouvrage	GRAND PORT MARITIME DE BORDEAUX 152 Quai de Bacalan 33000 BORDEAUX	Jonathan BARBE Responsable pôle énergie	Tél : 06.14.95.61.62 Mail : J-Barbe@bordeaux-port.fr
Maitre d'œuvre d'Exécution	TECSOL S.A.S. Agence Nouvelle-Aquitaine Darwin Éco-système Bat. A – 87 quai des Queyries, 33100 BORDEAUX	Erika ESPANA VARGAS Chargée d'études	Tél : 06 72 25 77 30 Mail : erika.espana@tecsol.fr
Bureau de Contrôle			
Coordonnateur SPS	J2Coordination 11 Avenue Georges Clémenceau 33140 Villenave d'Ornon	M. CAZADE	06 20 62 24 41 contact@j2c-coordination.fr

I - 6 - b. Services & Organismes De Préventions

Fonction	Nom & Adresse	Représentant	Téléphone & Mail
 DREETS Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS)	DREETS 118, Cours du Maréchal Juin 33 075 BORDEAUX		Tél. : 05 56 00 08 81
 C.A.R.S.A.T. Carsat Aquitaine	Service prévention 80, Avenue Jallère 33 053 BORDEAUX		Tél. : 05 56 11 64 00
 O.P.P.B.T.P. OPPBTP	9, Rue Raymond Manaud Bâtiment C 4.4 33 520 BRUGES		Tél. : 05 56 34 03 49

I - 6 - c. Services Extérieurs

Fonction	Nom & Adresse	Personne A Contacter	Téléphone & Mail
Télécom			
Électricité			
Eau			
Gaz			

I - 6 - d. Services D'urgence

Fonction	Nom & Adresse	Téléphone
Gendarmerie	17	
Pompiers	18	
S.A.M.U. - S.M.U.R.	112	
Centre Antipoison	Pl. Amélie Raba Léon, 33076 Bordeaux	05.56.96.40.80
Hôpital	C.H.U. Place Amélie Raba-Léon 33000 BORDEAUX	05.56.79.56.79
SOS Main Aquitaine	54, rue Huguerie 33000 BORDEAUX	05.56.51.01.01

I - 7. Mode De Consultation Des Entreprises & Allotissements

LOTS	Désignation	Nom & Adresse	Date Intervention	Personne A Contacter	Téléphone & Mail
LOT N°1.	PV				

II. Mesures D'organisation Générale Du Chantier

II - 1. Organisation De Chantier–Répartition Des Prestations Entre Les Entreprises

Type de Prestations	Responsable :	Au frais de :
Demande des DICT	TCE si réalisation de fouilles et/ou levages	LOT N°1
Réalisation du PIC		
Installation des cantonnements (<i>compris dépose</i>)		
Consignation des réseaux	GPMB	LOT N°1
Identification des entreprises ou Panneau de chantier		
Affichage réglementaire & Entretien (<i>compris dépose</i>)		
Gestion des bennes		
Gestion du Nettoyage des Cantonnements		
Clôtures de chantier & Entretien		
Circulations verticales en toiture (<i>Balisage et protections collectives</i>)		
Moyens de Levage		

II - 2. Plan D'installation De Chantier

Pendant la période de préparation, l'entreprise en charge de l'installation de chantier établira le plan d'installation du chantier qui sera joint à son P.P.S.P.S. Il contiendra les éléments suivants :

- L'implantation des zones de cantonnements ;
- Les zones de stationnement ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- Le principe de circulation et voies piétonnes, véhicules et engins, intérieures au chantier ainsi que leurs limites d'emploi (résistance, gabarits, pentes, etc.) ;
- L'aire de lavage de roues des véhicules sortants (phase terrassement notamment) ;

Ce plan sera affiché au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité, aux dispositions portées sur ce plan. De plus elles devront obligatoirement le joindre à leurs P.P.S.P.S.

II - 3. Dispositions Prises Pour Que Seules Les Personnes Autorisées Aient Accès Au Chantier

Seules les entreprises ayant réalisées une visite d'inspection commune, ayant fournis le PPSPS au C.SPS pour harmonisation et ayant présenté ce-dernier à toute personnes sous l'autorité de l'entreprise, seront autorisées à travailler sur le chantier.

Chaque entreprise donnera les instructions nécessaires à son personnel et chacun de ses sous-traitants, pour que le chantier demeure clos et indépendant, en toutes circonstances (fermeture des accès après utilisation).

Les visites de chantier par les tiers sont interdites, sauf accord préalable du Maître d'Ouvrage.

Le registre du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement.

Les visites d'inspections communes des entreprises sous-traitante devront impérativement être réalisées en présence des entreprises titulaire du lot.

III. Mesures De Coordination S.P.S.

III - 1. Introduction

Chaque entreprise devra prendre contact, à minima 15 jours ouvrés avant leur intervention, afin de réaliser une inspection commune au cours de laquelle lui seront précisés :

- Les mesures principales de coordination contenues dans le présent document
- Les éléments à porter dans le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de Santé (comprenant notamment une étude détaillée des risques importés et exportés à réaliser par l'entreprise).

L'entreprise devra communiquer la date et la durée de leur intervention ainsi que l'effectif prévisible des travailleurs.

Aucune Entreprise ne sera admise sur le chantier, si elle n'a pas effectué cette visite et établie son PPSPS.

Les entreprises sont tenues de réaliser les aménagements réglementaires en suivant les observations du coordonnateur et sur demande de la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage, pour assurer l'hygiène, la sécurité, et **prévenir les risques en cours d'exécution dans un délai maximum de quarante-huit heures, sauf cas de risque grave et imminent nécessitant une réaction immédiate.**

III - 2. Cantonnements

Des installations autonomes seront mises en place par l'entreprise titulaire du LOT N°1

III - 3. Eau Potable Du Chantier

Sous compteur eau mis en place par la MOA.

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable (les cantonnements, les points de puisage nécessaire à la réalisation des travaux et installations de chantier (ex : Aire de lavage des roues, nettoyage toupies ...)

III - 4. Clôtures De Chantier

La prestation comprendra la mise en œuvre, dès que nécessaire :

- Des clôtures de chantier délimitant l'emprise (Hauteur 2m);
- De portails et portillon d'accès ;

Les installations provisoires ci-dessus seront détruites ou démontées en fin de travaux, afin de restituer le domaine public en l'état porté au constat réalisé avant démarrage des travaux.

L'ensemble des éléments ci-dessus, ainsi que tout panneauage, devra être stable aux vents extrêmes (suivant la réglementation en vigueur).

III - 5. Échafaudages

Les échafaudages formeront les protections collectives, et seront montés / démontés avec :

- Obligation de direction des travaux de montage et démontage par une personne compétente (attestation nominative écrite à présenter sur demande) ;
- Présentation de la notice de montage du fabricant ;
- Obligation d'examen avant mise ou remise en service par la personne compétente de l'entreprise, qui sera désignée dès le début de l'opération. Cette même personne assurera la maintenance quotidienne, les vérifications périodiques, ainsi que les vérifications après chaque modification apportée aux échafaudages.

Ils seront du type MDS uniquement et mis en œuvre conformément aux réglementations en vigueur.

En cas d'impossibilité technique - démontrée - de mise en œuvre d'échafaudages type MDS, l'entreprise devra établir un mode opératoire spécifique permettant de respecter les recommandations (Type CARSAT, INRS, ...) et réglementations en vigueur.

Les conditions de mise en œuvre devront être précisées dans le PPSPS des entreprises : limites de prestations, emplacements précis, planning de pose et dépose, et transmises au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

Le PV de conformité de l'échafaudage, devra obligatoirement être affiché au pied de l'échafaudage.

III - 6. Identification des entreprises & Affichage réglementaire

III - 6 - a. Panneau De Chantier

Les panneaux de chantier seront fournis et mis en place par **l'entreprise titulaire du LOT N°01**.

Ils seront réalisés selon une maquette approuvée par le MO et le MOE et placé en accord avec eux.

III - 6 - b. Signalisation Générale De Sécurité

La signalisation réglementaire comprendra la fourniture, la pose et le repliement des panneaux de signalisation normalisés : « Port du casque obligatoire » « Chantier interdit au public » « Cheminement du personnel » « base vie » « panneau STOP »



De plus, un affichage de sécurité type « En cas d'accidents... » précisant la procédure et les numéros de contact d'urgence devra être affiché sur le chantier.

III - 6 - c. Signalisation Routière De l'Accès De Chantier

La signalisation consistera en :

- Panneaux « danger » « sortie d'engins » « piétons » ...
- + Tout panneaux nécessaires suivant démarches administratives avec la mairie en cours.

La maintenance de cette signalisation temporaire sera à la charge de l'entreprise désignée

III - 7. Accès Chantier

L'accès au chantier se fera par l'accès « pont du perthuis » cours henry brunnet + circulation via le port → Plan de prévention à faire avec le port. Interdiction de s'approcher du quai = risque de noyade.

L'accès chantier se fera par le biais d'un portail à 2 vantaux, intégré à la clôture de chantier. En aucun cas les ouvrants, pendant leur manœuvre, ne devront empiéter sur la voie publique.

L'accès au chantier se fera obligatoirement en marche avant, de même que la sortie de chantier sur le domaine public. Chaque entreprise veillera à ce qu'un homme-traffic sécurise la manœuvre des véhicules sortant de l'emprise. Après chaque entrée ou sortie, le portail sera refermé.

Un dispositif de blocage des vantaux en position ouverte, ou semi-ouverte, empêchera les vantaux de se déplacer seuls.

III - 8. Électricité de Chantier

L'installation électrique de chantier sera réalisé par la MOA.

III - 8 - a. Matériel Électrique

L'ensemble du matériel électrique utilisé par les intervenants devra être conforme à la réglementation en vigueur.

Les entreprises indiqueront dans leur P.P.S.P.S. le matériel électrique normalisé qu'elles utiliseront sur ce chantier.

III - 9. Circulations

III - 9 - a. Verticales

Accès Toitures

Toutes les circulations provisoires verticales pour piétons aux toitures seront dues pendant toute la durée des travaux.

Les accès seront réalisés par le biais d'escaliers de chantier en colimaçon à sortie latérale, de sapine d'accès, ou tout autre dispositif avec emmarchement et rampes de maintien.

Les échelles sont à éviter. Si elles sont utilisées, elles ne devront servir uniquement de moyens d'accès et seront accrochées en pied et en tête, et devront dépasser de 1m.



III - 10. Moyens De Levage Et Manutention

Il est rappelé aux entreprises : que la mise à dispositions d'un engin de levage aux autres entreprises doit se faire sous la forme d'un accord écrit entre elles et que l'engin sera toujours conduit par la personne qui le fait habituellement.

Les accessoires de levage : chaînes, sangles etc. seront fournies par l'entreprise utilisatrice qui assurera en outre la direction des manœuvres, à l'aide des signes conventionnels de guidage.

RAPPEL : une étude d'adéquation des moyens de levage est obligatoire avant toute utilisations dans l'emprise du chantier.

III - 11. Zones De Stockage

III - 11 - a. Matériaux & Produits Dangereux

Les entreprises listeront dans leur P.P.S.P.S. les matériaux dangereux qu'elles seront amenées à utiliser et indiqueront les dispositions à prendre pour leur stockage et leur utilisation. Elles joindront également les fiches de sécurité de ces produits.

Les entreprises listeront dans son P.P.S.P.S. les produits irritants et les moyens de prévention qu'elles mettent en œuvre pour leur utilisation (huile de démoulage, acide de décapage). Elles joindront également la fiche de sécurité relative aux produits utilisés.

Leurs lieux de stockage seront définis en coordination avec le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

III - 12. Protections Collectives Provisoires

La protection collective sera toujours privilégiée à la protection individuelle. **Une étude d'adéquation des protections collectives devra être réalisés par les entreprises en charge de la pose de ces-dernières.**

Priorité sera donnée aux installations de protections définitives par rapport aux installations provisoires.

Les dispositifs provisoires de protection collective seront conçus de manière à ne pas entraver la mise en place du dispositif définitif.

Le dispositif provisoire de protection collective ne sera retiré qu'une fois la protection définitive mise en place, et réceptionnée par le Maître d'œuvre.

En cas de dépose de protections collectives non prévue au PPSPS des entreprises, le Maître d'Ouvrage fera appliquer les mesures prévues à l'article « non-respect des dispositions du Code du Travail », ainsi que les sanctions prévues au Marché de Travaux.

La prestation portera sur la fourniture, la mise en place, la maintenance, la surveillance, le démontage et l'enlèvement des protections collectives.

Les protections collectives devront être adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque entreprise en parfaite et totale sécurité.

Avant tout début de ses travaux, lors de la Visite d'inspection commune, le lot en charge de la prestation fera valider par le CSPS la nature des protections collectives provisoires proposées en about de dalles, en périphérie des balcons, en protections des trémies et des baies, etc...L'entreprise intervenante sur un plan de travail non protégé devra obligatoirement mettre en place une protection collective pour protéger son personnel dans le cadre de l'obligation de résultat en matière de sécurité pour l'employeur vis-à-vis de son personnel.

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

La solidité des garde-corps définitifs sera vérifiée avant dépose des protections provisoires de chantier.

Les mesures prises pour assurer la continuité, dans le temps, des protections collectives seront précisées dans le PPSPS.

Ci-dessous une liste non exhaustive des types de protections collectives pouvant être utilisées (à adapter en fonction de la typologie et phases des ouvrages réalisés et suivant la réglementation en vigueur.

III - 12 - a. Protections Collectives Provisoires Relatives Aux Ouvrages De Couverture

La prestation comprend la mise en place, en sécurité, puis la dépose des filets et des platelages sous tous les éléments de charpente et débords, avant tout démarrage des travaux de couverture. Chaque ouvrier sera équipé longes pour les outils nécessaires aux travaux en toiture, afin d'éviter tout risque de chute d'objet.

Les filets de sécurité seront mis en œuvre selon les principes suivants :

- Évaluation préalable pour déterminer la meilleure organisation pour le travail en hauteur et l'équipement adapté,
- Choix de matériel conforme aux normes en vigueur et validé par contrôle,
- Montage des filets conformément au manuel d'instructions du fabricant, sous la totalité des éléments de charpente (pas de phasage) ;
- Emploi du personnel formé au montage, au contrôle, à l'entretien et au démontage des filets et des accessoires d'accrochage,
- Suivi rigoureux du bon état et de la validité des filets jusqu'à leur démontage,

III - 12 - b. Protection Des Toitures Pente

Protection en périphérie de toiture pente :

Les protections seront du type Garde-corps (équipés de plinthes) en bas de pente ou sur échafaudage (Suivant les normes en vigueur) et en adéquation avec les travaux de Couverture, Zinguerie. Leur maintien devra s'effectuer jusqu'à la fin des travaux de couverture et zinguerie.

III - 12 - c. Protections Collectives Provisoires Contre Le Bruit

En cas d'utilisation de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage, désamiantage), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonnance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Sur simple demande de l'Inspection du Travail ou du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

III - 12 - d. Protection collective face au vent

Chaque entreprise devra s'informer des conditions météorologiques prévues avant d'effectuer des opérations sensibles (ex : mise en place de prédalles, levage de charges avec forte prise au vent ...)

III - 13. Contraintes Liées À L'environnement

III - 13 - a. Les risques chimiques en général, les risques cancérogènes toxiques pour la reproduction en particulier

- Les entreprises préciseront les produits utilisés et fourniront les fiches d'hygiène et de sécurité de leurs produits.

III - 13 - b. Avoisinants

- **Bâtiment en activité lors de la réalisation des travaux = Balisage des pieds de façades dans l'emprise du chantier et interdit d'accès ou accès protégés (type tunnel d'accès) afin de supprimer tout risque de chute d'objets en contrebas.**

III - 13 - c. Consignation des installations techniques

Les réseaux et équipements, électriques courants forts, courants faibles, chauffage, plomberie, ventilation seront neutralisés et prévus par les entreprises désignées (Cf. II - 1). Il devra à cet effet, leur PV de consignation des réseaux.

III - 13 - d. Fortes chaleurs

Les horaires de travail devront impérativement être adaptées durant les phases de forte chaleur (seuil de déclenchement = alerte orange METEO France). De plus, de l'eau fraîche et des zones de repos à température régulées devront systématiquement être mis en place.

IV. Les Sujétions de coactivité sur le site et à proximité

IV - 1. Accueil Sur Site Et Formation

L'accueil et la formation à la sécurité du personnel par l'employeur est obligatoire.

Cette procédure d'accueil s'applique, notamment et en priorité, au personnel intérimaire à qui l'entreprise pourrait faire appel.

Cet accueil et formation feront l'objet d'une trace écrite (fiche d'accueil ou autre) qui sera tenue à disposition du coordonnateur SPS et incluse dans le P.P.S.P.S. de chaque entreprise.

IV - 2. Interactions Sur Site

IV - 2 - a. Travail En Isolé

Le travail en isolé, et notamment pour les travaux dangereux, est interdit (travaux en toiture, vide sanitaire ...); chaque entreprise devra prendre les dispositions de manière à faire réaliser ses travaux par une équipe de 2 personnes au minimum.

IV - 2 - b. Travaux Sur Façade

Les travaux sur façade ne pourront être réalisés qu'après le nettoyage et le nivellement des abords des pavillons et des bâtiments collectifs.

Dans la négative, ces travaux ne seront pas autorisés par le Coordonnateur SPS.

IV - 2 - c. Travaux Sur Échelle

L'utilisation d'échelle simple ou double ne sera pas autorisée, pour le travail en hauteur. Celle-ci ne constituant pas un « plan de travail » stable.

Les entreprises utiliseront un échafaudage roulant ou fixe de hauteur adaptée pour les travaux en hauteur.

IV - 3. Enchaînement Des Tâches

Chaque entreprise aura la charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

IV - 4. Travaux Superposés

Avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

IV - 5. Coactivité Simultanées et Successives

Chaque entreprise générant des risques exportés (voir PPSPS) aura la charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

IV - 5 - a. Etude des coactivité

Corps d'état	Risques prévisibles (liste non exhaustive)	En coactivité avec :	Mesures de Prévention (liste non exhaustive)
Électricité / PV	Chute de hauteur Chutes de plain-pied Heurts Chute d'objet Electrisation Incendie	Électricité / PV	Respect des modes opératoires Eclairage des postes de travail Nettoyage des postes de travail Aspiration à la source Humidification à la source Consignation des réseaux Travaux par point chaud = permis feu + extincteur sur poste de travail + arrêt des points chaud 2h avant fin de poste

IV - 6. Protection Contre L'incendie

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause-déjeuner, ou le soir).

Le soir, ces derniers procèderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Un permis feu devra être demandé auprès du chef d'établissement avant tout démarrage de travaux par points chauds.

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

IV - 7. Mise En Œuvre De Produits Dangereux - Gaz D'échappement

Les entreprises mettant en œuvre des produits pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnels devront choisir les produits les moins dangereux et se conformer aux recommandations portées aux fiches de données de sécurité, qui seront transmises au Coordonnateur.

Chaque entreprise devra capter les polluants à la source, ventiler les locaux de travail, former et informer leur personnel, et fournir les vêtements et équipements de protection individuels appropriés.

Chaque entreprise devra isoler ses zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état.

L'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur des bâtiments, locaux, espaces clos quel qu'ils soient. Les équipements de travail utilisés à l'intérieur des espaces clos seront manuels. Tous les équipements motorisés seront alimentés à l'électricité ou pneumatiques. Le PPSPS de chaque entreprise mentionnera les équipements à moteur utilisés sur le chantier et leur mode de fonctionnement.

V. Maintien en Ordre du Chantier

V - 1. Entretien Des Accès Et Clôtures

V - 1 - a. Utilisation Des Voiries

Les voiries utilisées devront être maintenue en état tout au long du chantier par les entreprises utilisatrice. Les entreprises devront prévoir un nettoyage des voiries dès que cela est nécessaire ou qu'une demande est faite par la MOE.

V - 1 - b. Entretien Des Accès, Clôtures Et De La Signalisation

Pendant toute la durée du chantier, l'entreprise désignée (Cf. II - 1), a la charge de l'entretien de l'accès du chantier, des clôtures, de la signalisation générale et de la signalisation de sécurité à l'intérieur du chantier.

V - 1 - c. Fermeture Du Chantier

Chaque entreprise doit assurer la fermeture du chantier après chaque entrée et sortie de personnel.

V - 2. Nettoyage Du Chantier

Les gravois, déchets et décombres seront évacués jusqu'aux points de regroupement convenus, puis évacués à la benne appropriée.

En cas de manquement, et sur simple constat, la direction de chantier pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

Les bennes à gravats seront mises à la disposition de tous les corps d'état, pendant toute la durée du chantier.

Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avérera nécessaire, ou à périodicité fixe, sans jamais que ces bennes ne débordent.

Un nettoyage est obligatoire au moins une fois par semaine, pour débarrasser le chantier des déchets et donner au chantier un bon aspect.

V - 3. Nettoyage Des Cantonnements

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat de la direction de chantier, et sans mise en demeure préalable, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

VI. Organisation Des Secours

VI - 1. Procédures - Accès

EN CAS D'URGENCE

Ce document rappelle la conduite à tenir en cas d'urgence. Il doit être affiché sur les lieux de travail et dans les véhicules (art. R4534-153 à R4534-152 du Code du travail).

cachet de l'entreprise

RASSEMBLER LES INFORMATIONS À INDIQUER À VOTRE INTERLOCUTEUR EN LIEN AVEC LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL (SST).

1 La nature de l'urgence*

2 Informations du chantier

Nom du chantier : _____ Téléphone : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Ville : _____

3 Le point de rendez-vous Par exemple : une personne à l'entrée vous guidera.

4 L'appel des secours

15
Samu

18
Pompiers

17
Police secours

112
Centre d'appels secours

*** Les bonnes informations sur la nature de l'urgence**

Les circonstances de l'urgence : description et risques possibles
Par exemple : chute d'un toit, chute dans une fosse, explosion, ensevelissement, heurt ou collision avec un véhicule...

Les difficultés d'accès et de dégagement
Par exemple : blessé(s) sur le toit, risque d'éboulement, risque d'incendie...

Le nombre de victimes et leur état
Par exemple : deux ouvriers blessés dont un saigne et ne parle pas.

L'intervention éventuelle du secouriste
Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

L'écoute des consignes du centre d'appel d'urgence
Ne raccrochez jamais le premier.

Sauveteurs-secouristes du travail : la liste à jour est affichée sur le lieu de travail (chantier, atelier...)
Ils sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou leur tenue de travail.

Nom	Prénom
Nom	Prénom
Nom	Prénom

OPPBTP

Le Coordonnateur devra être informé par chaque entreprise de tout accident ou incident immédiatement après les faits.

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de chaque entreprise. L'inspection du travail, la CARSAT et l'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, devra être possible à tout moment.

Un point de rassemblement devra être indiqué sur le chantier suivant les normes et réglementations en vigueur.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

Le cheminement pour l'entrée des bâtiments sera balisé et repéré par l'entreprise désignée en charge de la signalisation et de l'affichage réglementaire (Cf. II - 1) avec une signalétique spécifique (« cheminement de secours ») et éclairé si nécessaire.

Le conducteur de travaux, ou, en son absence, le chef de chantier ou le chef d'équipe de chaque entreprise est responsable de l'organisation des premiers secours :

- Dispositions immédiates de sauvegarde,
- Intervention du (ou des) secouriste(s),
- Appels téléphoniques aux services de secours extérieurs.
- Il aura connaissance des consignes à respecter en cas d'accident et notamment d'origine électrique.

Ces consignes figureront obligatoirement dans le P.P.S.P.S. de chaque entreprise.

VI - 1 - a. Téléphone

La liste des numéros d'appel d'urgence sera affichée dans les cantonnements et bureaux, près du/des poste(s) téléphonique(s),

Pour l'appel des secours, doter en permanence chaque chef d'équipe d'un téléphone portable en état de fonctionnement.

A leur arrivée sur site, les chefs de chantier et chefs d'équipes de toutes les entreprises enregistreront, dans leurs téléphones portables, les numéros d'urgence, pompiers, police, ainsi que le numéro du portable du conducteur de travaux, du bureau de chantier, etc.

VI - 1 - b. Sauveteurs Secouristes du Travail

Les entreprises présentes sur le chantier, assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.

VI - 1 - c. Trousses de Secours

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement).

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

VII. Coopération Entre Les Entreprises Et Les Intervenants

VII - 1. Conditions De Coopération Entre Les Intervenants

La coordination de chantier en termes de sécurité et de protection de la santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole en début de réunion (ou à tout autre moment à convenir pendant la période de préparation).

Chaque entreprise présente :

- Sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période précisée par le Coordonnateur.
- Sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de coactivité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, de rotations de bennes, etc....

Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la coactivité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise sous-traitante.

Les fiches d'observations et comptes-rendus de visites d'inspection communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Le registre journal du CSPS sera consultable par tous les intervenants, sur simple demande écrite.

Les intervenants transmettront au CSPS leurs documents obligatoirement au format PDF.

De manière générale chaque intervenant sur le chantier devra parler français, à minima un traducteur devra obligatoirement être mis à disposition sur le chantier.

VII - 2. Non-Respect Des Dispositions Du Code Du Travail

Les travaux seront menés en conformité avec le code du travail.

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

VII - 3. Visite et courrier des Organismes Officiels de Prévention

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CARSAT ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

VII - 4. Mise À Disposition D'engin De Levage & Prêt de matériel

RAPPEL :

- Une étude d'adéquation doit être réalisée avant toute utilisation d'un moyen de levage. Des exemples d'examen d'adéquations sont disponible sur le site de l'OPPBTP.
- Tout prêt de matériel devra être officialisé via la rédaction d'une convention de prêt entre l'entreprise utilisatrice et la seconde.

VII - 5. Désignation D'un Délégué À La Sécurité Dans Chaque Entreprise

Chaque entreprise désignera nommément le responsable à la sécurité représentant l'entreprise sur le chantier, et le fera connaître au coordonnateur SPS, afin de pratiquer avec lui les visites de chantier.

Celui-ci aura pouvoir de signature du registre journal et devra figurer sur le P.P.S.P.S. de l'entreprise.

Chaque entreprise désignera dans son P.P.S.P.S. la personne responsable pénalement et à prévenir en cas de risque grave ou imminent, ainsi que toute personne à prévenir en cas d'absence de celle-ci.

VII - 6. Transmission De Documents Et D'observations

Le maître d'œuvre fera diffusion, dans son compte rendu hebdomadaire, des observations inscrites au Registre Journal par le Coordonnateur SPS pour informer l'ensemble des intervenants.

Le P.G.C.S.P.S. sera transmis par le maître d'ouvrage à toutes les entreprises qu'il aura retenues pour l'exécution des travaux.

Les entreprises transmettront le P.G.C.S.P.S. à leurs sous-traitants.

VII - 7. Le Registre Journal Et Le Dossier De Sécurité Chantier

VII - 7 - a. Le Registre Journal

Le Registre Journal est la « main-courante » du chantier tenu par le coordonnateur SPS.

Il y note tous les faits marquants du chantier et, notamment, toutes les observations graves faites aux entreprises en matière de sécurité et d'hygiène pendant le déroulement du chantier. Les réponses faites par les entreprises au C.SPS y sont aussi consignées.

Ce document est la propriété exclusive du coordonnateur SPS qui doit le conserver pendant 5 ans.

Le Registre Journal sert également à « véhiculer » les consignes d'une entreprise à l'autre en matière de sécurité et d'hygiène et peut donc être utilisé, sous la rédaction du coordonnateur SPS par tous les intervenants.

VII - 7 - b. Le Dossier Sécurité Chantier

Afin de pouvoir rassembler les documents administratifs ayant trait à la prévention du chantier, un dossier sécurité pour le chantier sera mis en place par l'entreprise en charge des installations de chantier (cantonnements). Il sera mis en place au droit des installations de chantier (bureau / salle de réunion) un classeur, l'entreprise désignée ci-dessus y mettra le PGCSPS ainsi que ses mises à jour éventuelles.

Les éléments suivants devront y être inséré (par entreprise) :

- PPSPS
- Attestation de formation échafaudage / travail en hauteur / élingage / Autorisation de conduite / AIPR / etc...) en adéquation avec les tâches effectuées...
- Autorisation de conduite / AIPR / CATEC...
- Les PV réception de grue, de réception des installations électriques, de montage d'échafaudage, de conformité de treuil, de nacelle volante...
- Les études d'adéquation de grue / de calcul d'échafaudage / les DICT...

Et tout autre document ayant trait à la justification de compétence, de résistance, de qualité, d'entretien d'élément ou personnel liés à la prévention

VII - 8. Documents A Transmettre Par Les Entreprises Pour La Constitution Du Dossier D'interventions Ultérieures Sur L'ouvrage (D.I.U.O.)

VII - 8 - a. Généralités

Le dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (D.I.U.O.) est un dossier constitué par le coordonnateur SPS à la réception des travaux.

Il comporte, notamment :

- Des plans d'exécution, de repérage de certaines dispositions de sécurité,
- Des fiches techniques de sécurité et d'entretien des groupes VMC notamment,
- Des procès-verbaux d'essais de sécurité éventuels.

VII - 8 - b. Documents À Fournir Par Les Entreprises

Les documents nécessaires à la constitution du D.I.U.O. sont à fournir par les entreprises 1 mois avant la réception des travaux, et notamment :

- La liste des plans Gros Œuvre sur bordereau (dernier indice),
- Les plans des réseaux électriques et des appareillages avec leur notice d'entretien,
- Les plans des réseaux VMC, avec la notice d'entretien des groupes,
- Le plan des réseaux extérieurs (E.U./E.P., éclairage, téléphone, eau),
- Les plans de menuiseries extérieures
-